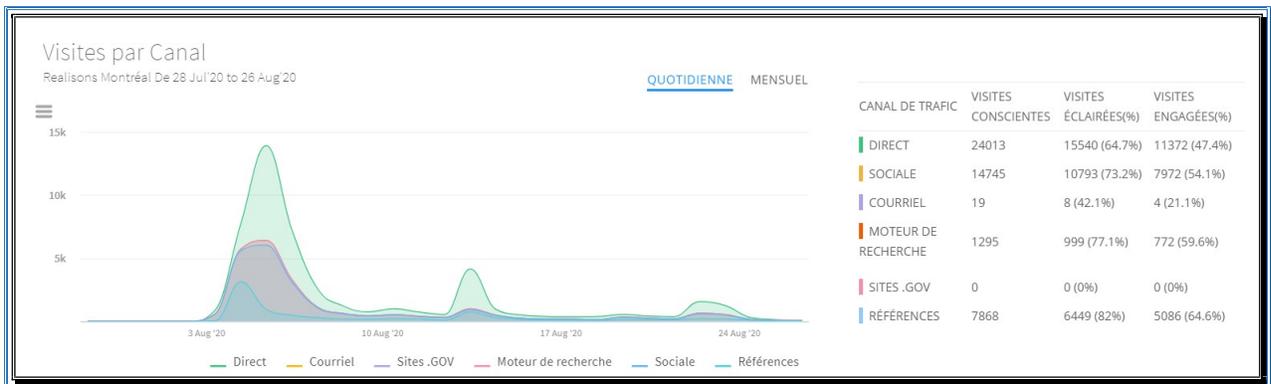
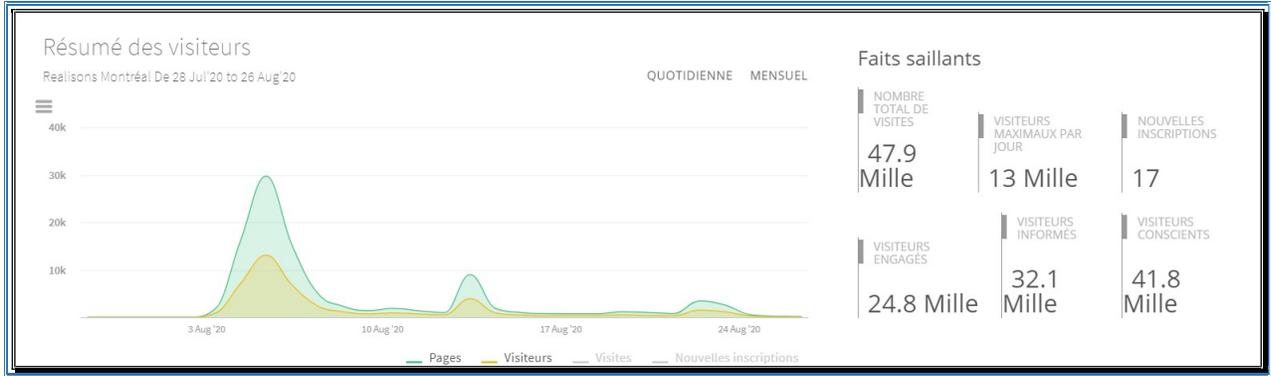


ANALYSE DES RÉSULTATS SONDAGE DE LA CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE 2021

Période: du 3 au 24 août 2020

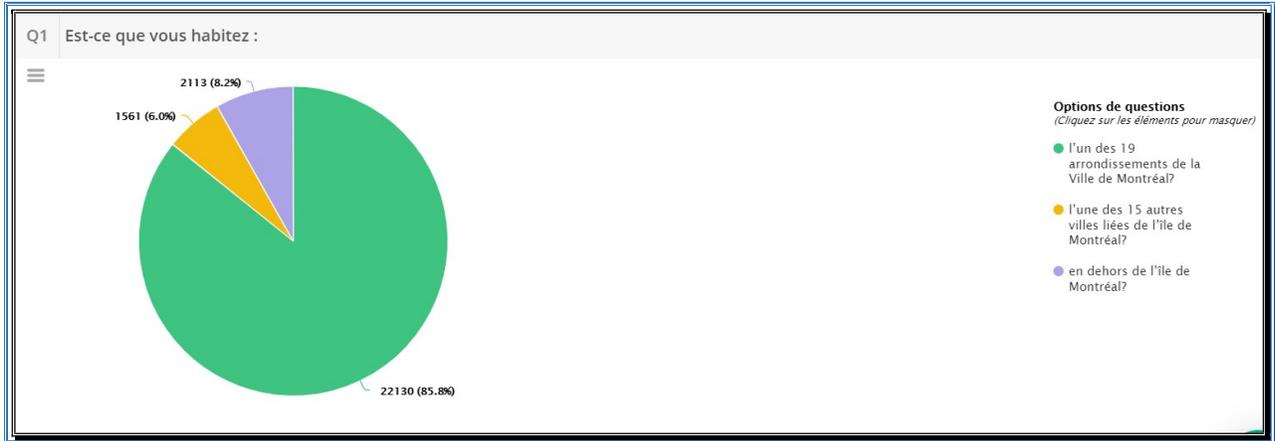
Nombre de réponses : 25 804

Nombre de téléchargements du document « Perspectives budgétaires 2021 » : 2 145

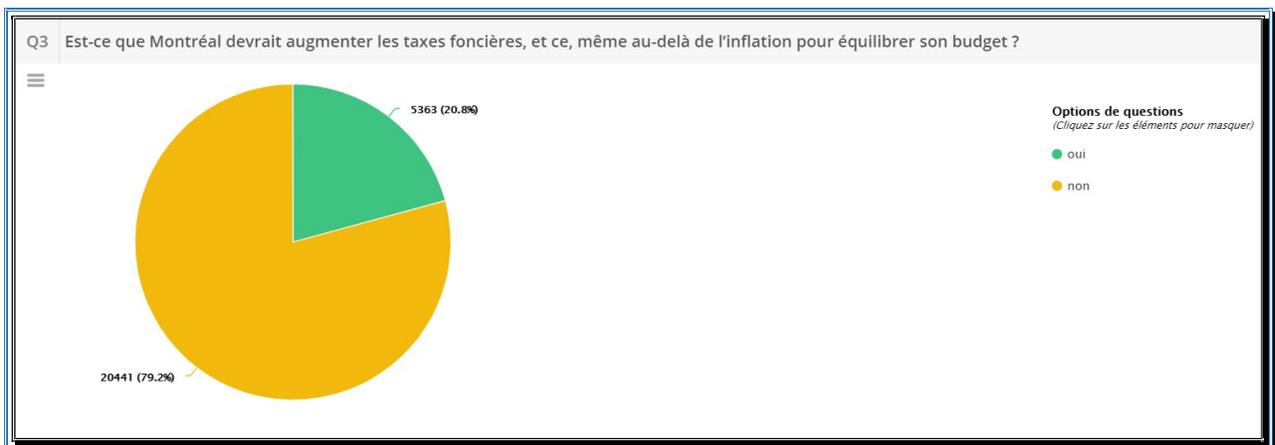


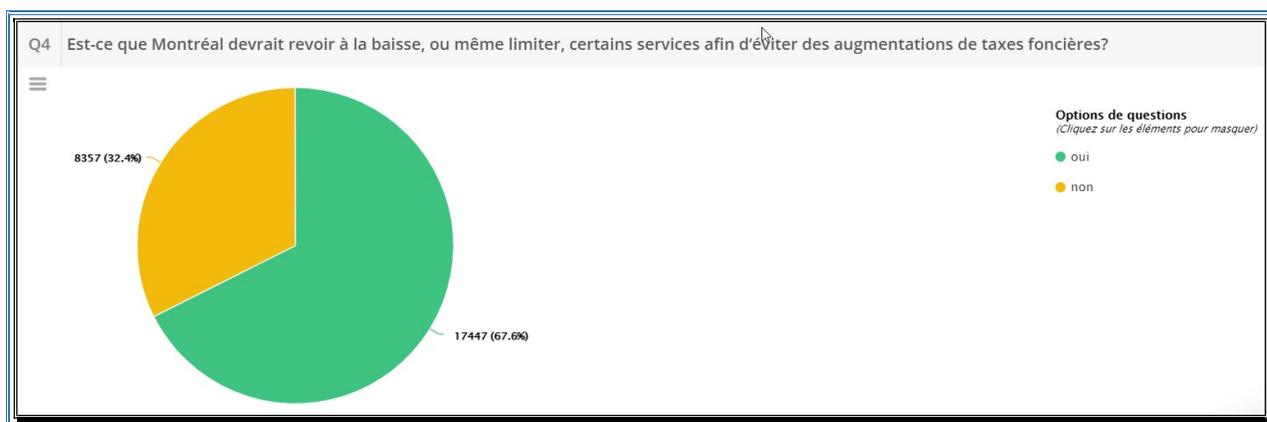
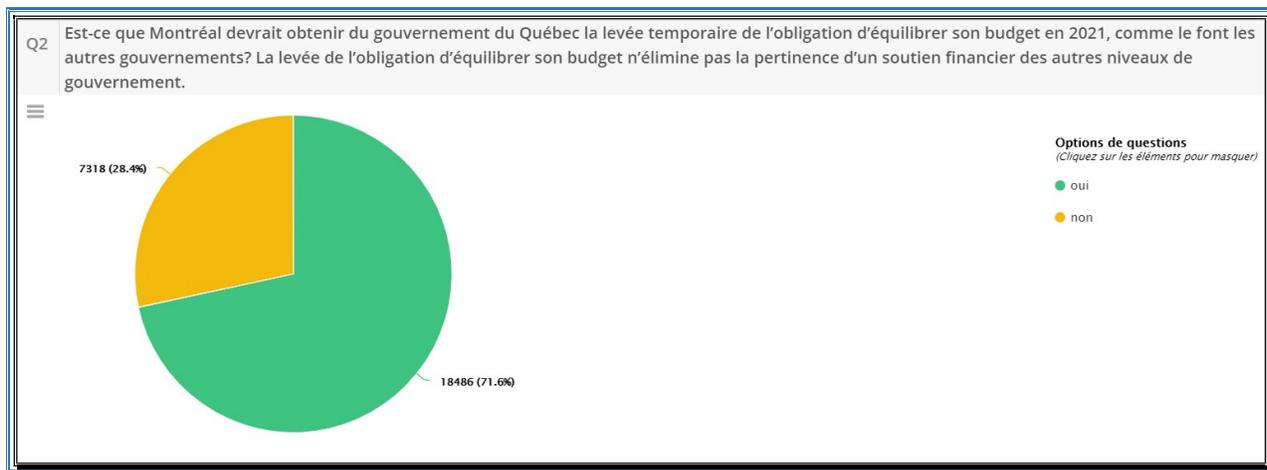
Résultats :

La majorité des répondants auto déclarent leur lieu d'habitation comme étant l'agglomération de Montréal (91.8%).

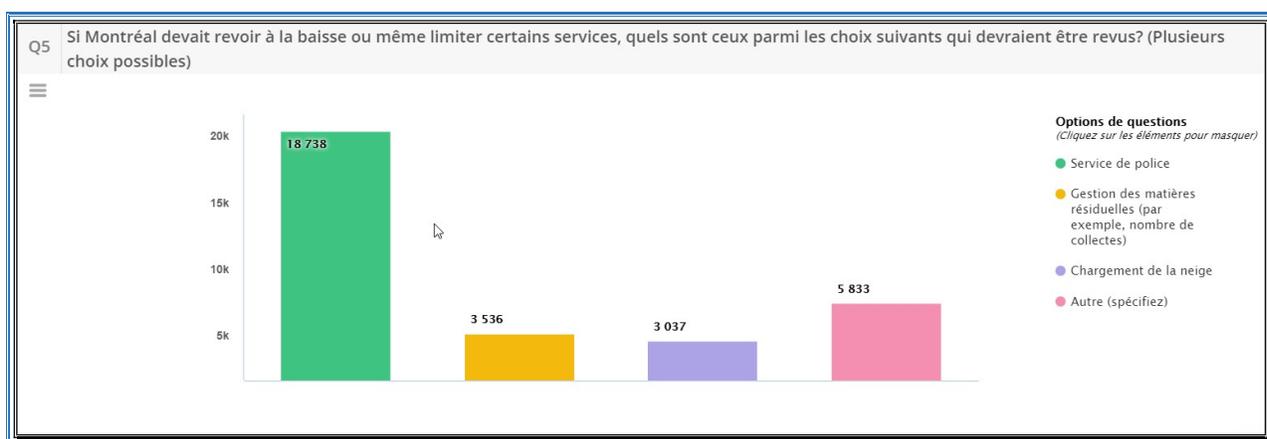


Premièrement les participants sont majoritairement contre l'augmentation des taxes (79.2%). Deuxièmement, à proportion comparable, ils sont pour la levée temporaire de l'obligation d'équilibrer le budget de la Ville en 2021 à raison de (71.6%). Dernièrement ils sont d'accord pour revoir à la baisse ou même limiter les services offerts (67.6%).





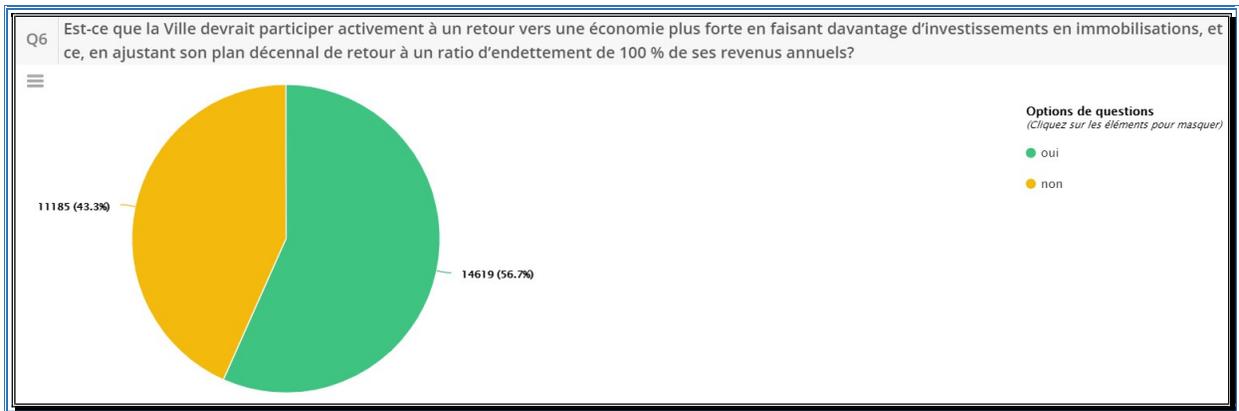
En ce qui a trait la question de quels services les répondants souhaiteraient revoir à la baisse ou même limiter, notons que plusieurs options pouvaient être cochées. Cela dit, on constate qu'une majorité importante est d'accord avec la réduction des services de police (60 %). La proportion de citoyens préférant une réduction de la gestion des matières résiduelles et puis le chargement de la neige est de 11 % et 10 % respectivement. La balance des répondants, 19 %, a répondu « autres ».



Une lecture sommaire des réponses relève que les points les plus souvent mentionnés sont en lien avec la structure de gouvernance (nombre des élus par habitant) et nombre d'employés à la Ville, les dépenses en circulation, notamment pour les pistes cyclables puis les dépenses « non essentielles » ou relevant des paliers supérieurs.

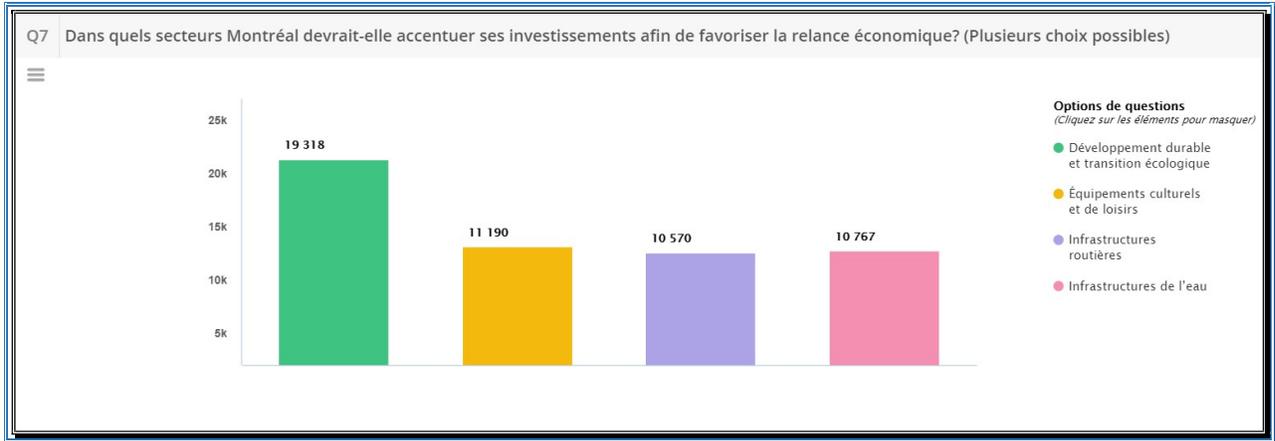


Pour ce qui est de la question portant sur le ratio d'endettement de 100 % de ses revenus annuels, une proportion relativement équivalente dit oui (56.7 %) que non (43.3 %).



Concernant la question de quels secteurs Montréal devrait-elle accentuer ses investissements afin de favoriser la relance économique, notons que plusieurs options pouvaient être cochées.

Cela dit, on constate qu'une majorité importante est d'accord avec le développement durable et la transition écologique (37 %). Les équipements culturels et de loisirs (22 %), les infrastructures routières (20 %) puis les infrastructures de l'eau (21 %) retrouvent un support quasi équivalent.



Relativement à la question de la priorité de Montréal dans la planification de ses investissements en aménagement urbain, notons que plusieurs options pouvaient être cochées. En ordre d'importance, au premier rang le verdissement et la résilience écologique (29 %), en deuxième les activités commerciales locales (26 %), en troisième les déplacements actifs et durables (23 %) et au dernier rang les aménagements inclusifs et solidaires (21 %).

